

Comprendre ce qui nous est arrivé au XX^e siècle ... pour aider les générations du XXI^e à gagner !

Introduction.

« Ces Etats dits ouvriers au XX^e siècle » : ce thème ne doit pas être considéré comme relevant de la pure recherche historique, par ailleurs indispensable. Nous sommes maintenant de plein pied dans le XXI^e siècle qui est déjà une époque terrible de guerres, de révoltes, d'espoirs, de destructions, où la survie du monde humain est en cause, et pas à long terme mais à moyen terme, voire à court terme. Or, si nous en sommes là, c'est parce qu'au XX^e siècle la révolution prolétarienne a raté son coche, et ceci se concentre dans ce que fut le devenir des prétendus « Etats ouvriers », les régimes staliniens, le « socialisme réellement existant ».

Ce passé n'est pas passé : il est le mort qui saisit le vif à présent, au XXI^e siècle. D'une part, il n'est majoritairement ni compris ni digéré ni assumé, d'autre part, sous le nom de « campisme », il pollue les combats contemporains en poussant de vastes secteurs des mouvements sociaux dans le monde à se faire des illusions, dans le meilleur des cas, ou à se rallier directement, dans le pire des cas, à des Etats qui sont, de toute évidence, des Etats impérialistes : la Chine et la Russie.

« Impérialisme », durant la seconde partie du XX^e siècle, est devenu synonyme d' « Etats-Unis » ou d' « Occident » (dominé par les Etats-Unis). Piège mortel. Voilà l'enjeu de cette discussion : il concerne l'avenir et le présent au plus haut point.

Cette présentation reprend mes positions à ce sujet, de manière résumée, mais avant de présenter celles-ci systématiquement, il est nécessaire, pour montrer ce lien entre passé révolutionnaire non digéré et parfois totalement méconnu, et les luttes présentes, de prendre un exemple qui est plus qu'un exemple : le test ukrainien.

Le test ukrainien.

Le 24 février dernier au petit matin, une offensive aérienne et terrestre russe généralisée tentait d'écraser l'Ukraine, de s'emparer de sa capitale et de renverser son gouvernement. Peu nombreux étaient ceux qui, 1^o) s'y attendaient, 2^o) s'attendaient à une résistance nationale ukrainienne acharnée. Nous pouvons dire, à Aplutsoc (nos articles dans l'année précédente en attestent), que nous en étions.

C'est le « peuple en arme » qui s'est affirmé, notamment dans la Défense territoriale et dans la mobilisation volontaire des civils à l'arrière. L'auto-organisation a été le facteur clef de la défaite de l'offensive initiale de Poutine, le forçant à réajuster ses plans vers une guerre du type 14-18 plus les armes modernes et la menace nucléaire, dans le Donbass. Il s'agit là d'un fait révolutionnaire majeur, central dans la situation politique mondiale déjà marquée par une vague de soulèvements en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient, et par le mouvement paysan indien.

Mais dites à bien des militants « de gauche radicale » ou « d'extrême-gauche » qu'un tel fait s'est produit, vous risquez de vous heurter à un tir de barrage : pas question d'admettre que cette guerre est populaire et nationale, anticoloniale, pas question d'y reconnaître la moindre dimension progressiste, et a fortiori la moindre dimension révolutionnaire.

La plupart du temps c'est l'existence même des ukrainiens qui ne passe pas. La guerre est prise pour une guerre par procuration, voire même, de manière littéralement hallucinatoire, pour une intervention directe de l'OTAN contre la Russie !

Soyons clairs : des « avant-gardes » qui fantasment des guerres imaginaires pour ne pas voir les interventions révolutionnaires des larges masses bien réelles, ne sont pas des avant-gardes, mais des barrages contre-révolutionnaires.

Mais le terrible test ukrainien a des racines profondes : sous l'ignorance de la réalité présente, nous avons l'ignorance de toute l'histoire du XX^e siècle, pour ne pas remonter plus haut encore.

La révolution de 1917 n'a pas été seulement russe. En fait, sans le soulèvement paysan ukrainien, sans la révolution ouvrière et nationale finlandaise, sans le mouvement généralisé des nationalités, la révolution d'Octobre n'aurait pas pu gagner au centre (rappelons par exemple que, de l'avis de Trotsky se faisant historien, les soldats ukrainiens ont eu un rôle décisif en février 17 et début septembre 17 contre Kornilov, à Petrograd).

Mais en même temps, l'identification du pouvoir bolchevik à la Moscovie après Brest-Litovsk, bien symbolisée par l'effarant choix du *Kremlin* comme lieu du pouvoir, et la forme prise par la reconquête militaire du territoire de l'empire des tsars en 1918-1921, tiennent une place centrale dans la bureaucratisation du régime et plus précisément dans la formation de la faction clientélaire et étatique de Staline, qui se rode au Caucase avant de prendre pied au centre.

En Ukraine, l'autonomie de la révolution et sa volonté de s'allier à la révolution russe en position égale, et non dans une situation de domination reconstituée, s'est manifestée à travers des courants de masse, dont la mémoire commune n'a retenu qu'un seul d'entre eux et probablement pas le plus important (les anarchocommunistes de Makhno). Qui connaît les borotbistes et les oukapiques (qui se réclamaient de la « révolution permanente » au moment où Trotsky n'en parlait plus) ? Certainement pas le lecteur des camarades Pierre Broué ou Jean-Jacques Marie, à cet égard totalement tributaires de la vision grand-russe, c'est-à-dire bureaucratique, de cette histoire !

Le soulèvement des soldats rouges près de Kiev, au printemps 1919, causé par la politique grand-russe des bolcheviks (à ne pas confondre avec la « trahison » de l'ataman Grigoriev), fut, plus d'un an avant Cronstadt, la plus grave crise du jeune Etat, et les enchainements qui s'ensuivirent faillirent provoquer la perte de la Russie rouge, et firent à coup sûr échouer la jonction révolutionnaire avec la Hongrie, échec préalable à la remise en place d'un ordre européen capitaliste par le traité de Versailles. La question ukrainienne, avec la révolution allemande, est *la question clef* du ratage à l'allumage de l'extension européenne de la révolution russe et donc de son isolement et de sa bureaucratisation, mais cette question fut *occultée*.

Cette ignorance de l'histoire de la révolution prolétarienne en Ukraine concerne aussi la Finlande, les pays baltes, la Géorgie et en général les nations non russes de l'ancien empire des tsars. Dans la doxa dominante et stalinisante, qui agrège l'occultation des années 17-23 et la surévaluation des mouvements de collaboration avec l'Allemagne nazie des années 39-45 (mais en oubliant le principal fait de collaboration : le pacte Hitler/Staline en 1939-1941 !), ces nations sont au mieux sans histoire, ou pire ne sauraient qu'avoir une histoire réactionnaire ... puisqu'elles se sont opposées à la Russie (en fait non pas à la révolution russe, mais à l'impérialisme russe) !

Nous apprenons par contre, sur le terreau de cette ignorance, dans un article récent de J.J. Marie, que la nation ukrainienne n'a commencé à s'éveiller que dans les années 1920 parce que le pouvoir leniniste, bon père, l'avait favorisée, ce qui n'est rien d'autre qu'une présentation édulcorée en mode positif de ce dont Poutine accuse précisément Lénine : avoir inventé l'Ukraine !

En fait, Lénine n'a que trop eu tendance à oublier l'Ukraine dont il avait pourtant, en 1914, comparé le rapport à la Russie à celui de l'Irlande avec l'Angleterre.

Dans la tradition trotskyste, le maintien jusqu'au bout de la politique de division face à Hitler par Staline et l'Internationale communiste, permettant son arrivée au pouvoir, est qualifié de « *4 août* » (au sens de redoublement de la trahison de la social-démocratie en 1914) et de « *passage définitif* » dans la sphère de l'irredressable, des organisations communistes dirigées par l'appareil stalinien - ce pourquoi il fallait désormais s'atteler à former la IV^e Internationale. Mais la division face à Hitler est directement corrélée à la fuite en avant dans la collectivisation en URSS, et, en Ukraine, après les purges contre les « nationalistes », aux décisions de prélèvement, d'isolement et d'abandon prises par Staline fin 1932, qui conduisent à la famine et à l'interdiction de toute mesure contre la famine : c'est le Holodomor, double traumatisme, car il y eut le trauma social de la famine et de ses 4 millions de morts en Ukraine, et le trauma de l'interdit et du non-dit sur ce qui s'est passé.

Le Holodomor est bien entendu un génocide : mais une telle explicitation ne parvient à se faire jour ni chez un « historien trotskyste » comme J.J. Marie, ni chez un historien académique plus « dominant » comme Nicolas Werth.

Autant la division face à Hitler est l'acte fondateur et définitif du stalinisme comme courant international, autant le Holodomor est l'acte fondateur et définitif du totalitarisme en URSS. Des traits structurels du régime tels que la propiska (les passeports intérieurs) en dérivent directement. Il y a deux pierres de touche dans la tragédie contre-révolutionnaire européenne, les mêmes nations qui furent les pierres de touches de l'avortement de la révolution européenne en 1917-1923 : l'une est bien connue et c'est l'Allemagne, l'autre fut occultée et ce fut l'Ukraine.

La seconde guerre impérialiste mondiale en a découlé, et le *Generalplan Ost* des nazis avait l'Ukraine pour cible clef, de même qu'elle fut, avec la Pologne, la Biélorussie et la Lituanie (les « terres de sang » selon la formule de l'historien Timothy Snyder), le terrain du génocide visant à la destruction des Juifs, suivi du début de celui visant à la destruction des Tsiganes.

La tragédie européenne s'exprime ici de manière aigüe, dans le fait que par le repoussoir de la collectivisation, du Holodomor, et de la liquidation physique par Staline du PC de Galicie (dont est issu le théoricien Roman Rosdolski), le nationalisme ukrainien dominant fut alors un « nationalisme intégral » idéologiquement fasciste, qui a tendu la main à Hitler (lequel ne l'a pas prise, car il ne voulait en aucun cas de rien qui ressemble à une Ukraine indépendante), a mis la main au génocide antisémite, et, dans ses composantes principales, a massacré des polonais.

Par un apparent paradoxe, soumis à une lutte sur deux fronts (entre les nazis et Staline), et du fait qu'ils avaient pour base des opprimés, les maquis d'origine « bandériste » ont parfois évolué, par bribes, vers des positions démocratiques et revendiquant la vraie appropriation commune du sol, mais généralement sans rompre avec la vision ethnique de la nation et l'antisémitisme. De cette histoire résulte une légende, celle de Bandera : cet agitateur politique qui tendait la main à Hitler a été en outre présenté, pendant des décennies de propagande soviétique dominante, comme la figure du « nazi ukrainien », produisant par réaction des phénomènes d'identification dans la jeunesse de la nation opprimée.

A tous les adeptes de l'URSS « Etat ouvrier » contre lequel Barbarossa, le *Generalplan Öst* et la « solution finale de la question juive » des nazis auraient été les voies de la restauration capitaliste, il convient d'apprendre un fait historique hautement significatif : l'institution centrale de la colonisation nazie de l'URSS, ce furent les kolkhozes, maintenus partout sous commandement militaire ou SS.

L'Ukraine soviétique après 1945, agrandie de la Crimée en 1954, réunifie les régions ukrainiennes d'Europe, mais sous la coupe du pouvoir moscovite. La question nationale ne cesse de travailler par en dessous. Elle est un facteur puissant de la « dissidence » d'un Pliouchtch. Et bien entendu elle revient

en force à la fin des années 1980 – elle n'est pas la première à se manifester : la plus grande question nationale d'URSS prend son temps.

Mais quand elle s'affirme, c'est la fin de l'URSS : au printemps 1991, Bush, président des Etats-Unis, voyage à Kiev pour affirmer que l'indépendance ukrainienne n'est pas souhaitable, mais quelques mois plus tard, le référendum du 1^{er} décembre 1991 tranche démocratiquement (à 90%) en sa faveur, cela dans toutes les régions Donbass et Crimée compris, conduisant à la fin de l'URSS affirmée une semaine plus tard au « sommet de Biéloviéjé » et entérinée par Gorbatchev le 25 décembre.

L'indépendance ukrainienne de 1991, point nodal de l'indépendance de toutes les républiques ex-soviétiques, était toutefois tronquée.

L'émergence d'un large mouvement national et démocratique de masse a été, délibérément, prise de court par le ralliement subit de tout l'appareil au pouvoir à « l'indépendance », et le Rukh, mouvement national en voie de reconstitution, hétérogène car ayant à assumer le passé et à formuler les conditions d'une vraie démocratie, a été circonvenu par ce processus (ainsi que par le louche accident mortel de sa principal figure, Viatcheslav Tchornovyl, à la fin de la décennie).

Simultanément, le mouvement ouvrier reconstitué était émietté par l'isolement des mineurs et le chômage de masse.

La conversion rapide des bureaucrates les plus puissants et des chefs de la pègre en « oligarques », comme en Russie, s'est effectuée en relation directe, justement, avec la Russie, aboutissant en une décennie à l'hégémonie du « clan du Donbass », premier groupe capitaliste du pays.

Le système diplomatique « occidental », tout en intégrant le pays au FMI et à la BERD, a pesé de tout son poids pour maintenir une dépendance organique envers la Russie, facteur d'ordre et garantie de l'accumulation capitaliste. Washington et les puissances européennes ont imposé à l'Ukraine, temporairement 3^e puissance nucléaire mondiale après 1991 (!), sa dénucléarisation assortie du maintien des bases militaires russes en Crimée, moyennant la « garantie des frontières ». Ce fait massif contredit l'idée dominante selon laquelle « Occident » et OTAN auraient été d'emblée hostiles à « la Russie ».

Dans une société « libéralisée » et en fait atomisée, c'est par une longue marche, une longue récupération, que le mouvement des exploités et des opprimés, surdéterminé par la question nationale, repart dans les années 2000, de l'assassinat du journaliste Gongadzé fin 2000 nourrissant le mouvement « l'Ukraine sans Koutchma » (le président Koutchma a assuré la continuité de l'ancien appareil du PCUS à la mafia du Donbass), puis à la « révolution orange » de 2004, aboutissant à une série d'imbrogllos politiques par lesquels un président-despote corrompu, Ianoukovitch, homme du clan de Donetsk, managé par le futur coach de Trump (Paul Manafort), et relié à Poutine, vassalise le pays au compte de la Russie.

Dans ce processus, l'occultation de l'histoire joue un rôle clef. Le discours des nationaux-démocrates de la « révolution orange » amalgame nationalisme et anticomunisme (et cautionne la fétichisation de Bandera), et symétriquement le discours de la prétendue « gauche », « communistes » et « Parti des régions », pratique le même amalgame en inversant les signes. Ce sont les « rouges » contre les « nazis ukrainiens ». La réalité du combat national, démocratique, prolétarien, révolutionnaire, de l'Ukraine au XX^e siècle, est niée par ce spectacle grand-guignolesque. Or, c'est cette réalité qui va, dans le cadre du XXI^e siècle, revenir en force, sous le nom de Maidan.

Que fut le Maidan ? Il y a une manière simple de l'expliquer à des français : le Maidan, ce furent les Gilets jaunes, mais à la puissance 10. Les GJ en France ont surgi après les trahisons de la gauche au

pouvoir, du social-libéralisme. « La gauche » en Ukraine, c'était le Goulag, plus le Holodomor, plus Tchernobyl ! Une explosion sociale insurrectionnelle contre la corruption et pour la démocratie ne pouvait donc pas s'auto-percevoir comme étant « de gauche », mais elle n'eut rien de fasciste, malgré les tentatives de l'extrême-droite pour en profiter. De manière écrasante ou insidieuse, le récit mondialement dominant pour « la gauche » fut celui de l'impérialisme russe : le Maidan aurait été un coup d'Etat « nazi » portant au pouvoir « une junte ». En réalité, les formes mêmes du Maidan s'inscrivaient dans la vague amorcée par les révoltes arabes depuis 2011. Cette unité des formes insurrectionnelles mondiales devait être occultée, et le fut dans une large mesure.

L'annexion de la Crimée et la guerre « hybride » au Donbass furent la réaction contre-révolutionnaire de la puissance impérialiste et coloniale dominante russe. Dès 2014 elle visait à asservir tout le Sud de l'Ukraine, et en cela elle a échoué. Que la lutte pour la compréhension du XX^e siècle rejoigne la lutte pour gagner les combats du XXI^e, voilà qui est alors dramatiquement illustré par le déferlement mondial de propagande sur le net, 8 années de légendes, d'images terribles et de récits gores sur les « nazis ukrainiens », nourrissant à la fois une certaine « gauche » et une certaine « droite », unissant les campistes stalinisant et trumpistes dans une haine déshumanisant l'adversaire, faisant ainsi d'eux les complices anticipés de l'entreprise génocidaire de l'impérialisme russe, pour qui il est « existentiel » qu'il n'existe ni une Ukraine, ni des ukrainiens.

Sans alternative politique au sommet, où se succèdent différentes sortes de libéraux, la dernière en date étant l'anarcho-capitaliste Zelenski, devenu leader national-démocrate par la guerre de 2022, les ukrainiens réagissant à la menace de destruction génocidaire ont résisté, et leur résistance a secoué tout l'ordre impérialiste mondial, apportant la seule réponse garante d'un avenir non pas seulement pour l'Ukraine, mais pour l'humanité : l'auto-organisation du peuple en arme stoppant les forces de destruction.

Que dans ce combat, des camarades, souvent très jeunes, renouent avec la vraie histoire révolutionnaire ukrainienne en occupant toute leur place dans ce combat, est un fait d'une importance capitale. Je parle bien entendu là du Sotsialny Rukh.

A nouveau, comme dans la révolution en 1917-1923, ou dans la contre-révolution en 1932-33, la place de l'Ukraine est centrale. A son sujet, l'assimilation du XX^e siècle et la stratégie révolutionnaire pour le XXI^e deviennent un seul et même problème.

Le cœur du sujet.

Le test ukrainien aide à comprendre, je l'espère, qu'un retour sur ce qu'était vraiment l'URSS est nécessaire pour dégager la voie à l'élaboration et à la mise en pratique d'une stratégie révolutionnaire pour aujourd'hui.

Je résume ici des articles et mes propres travaux pour la plus grande partie inédits, donc de manière forcément lapidaire et schématique. Mais ce côté schématique est nécessaire et utile pour y voir clair et permettre la discussion.

Notons d'abord que l'expression même d' « Etat ouvrier », très rare chez Marx et qui vient de Lassalle, est problématique car elle suggère une stabilité étatique que, précisément, Lénine comme Marx n'envisageaient absolument pas. L'expression s'impose une fois qu'il existe un Etat en Russie issu, apparemment, de la révolution d'Octobre. Auparavant, les termes appropriés si l'on s'appuie sur Marx étaient « *dictature du prolétariat* » et « *réalisation de la démocratie* », pour lui synonymes.

Notons encore que cette conception initiale était tirée de la Révolution française, et que l'éloignement de cette référence a peut-être été une perte, bien plutôt qu'une clarification « ouvrière ». Dans la

mesure où la social-démocratie révolutionnaire avant 1914 aspirait à une forme d'Etat, il s'agissait d'une république démocratique « à la française », mais débarrassée de tout appareil d'Etat « à la française », à savoir l'armature bonapartiste et préfectorale, souvent faussement désignée comme « jacobine », le pouvoir étant réellement aux mains d'élus mandatés et révocables.

La république des soviets de Russie s'est rapidement éloignée de ce « modèle », qui n'avait d'ailleurs pas eu le temps de s'imposer comme un modèle, n'ayant pas connu d'existence en dehors des communes parisiennes de 1871 ... et de 1793, mais qui avait pourtant fourni, jusque dans la conception des soviets chez Lénine en 1917, les éléments de son schéma initial. L'idéaliser comme une utopie réalisée n'est pas de l'histoire réaliste (ceci vaut aussi pour la « commune de Makhno », soit dit en passant !).

Octobre s'est fait, et a puisé sa légitimité, dans le refus de la guerre, mais la guerre en a ensuite déterminé les formes : Brest-Litovsk (qui prolonge la guerre autant qu'il est censé l'arrêter), puis la guerre civile ou les guerres civiles. L'Etat qui prend forme dans la guerre n'est pas dirigé par les masses autoorganisées directement en soviets comme le voulait sa légende, ni par des élus mandatés et responsables. Il est donc bureaucratique, au sens d'un appareil distinct de la société.

Dans la mesure où les chefs de cette bureaucratie ont dans leur visée stratégique les intérêts généraux de la révolution prolétarienne mondiale, il est encore « ouvrier » : ce qu'atteste l'impulsion donnée au front unique ouvrier et à la dernière poussée révolutionnaire allemande en 1923. Mais le fil est ténu.

En 1923-1924 il se rompt, avec l'avortement de l'Octobre allemand, la défaite bureaucratique de l'Opposition de gauche dans le parti bolchevik, la mort de Lénine, la promotion « appel de Lénine », l'adoption du nouveau dogme sur le « socialisme dans un seul pays », dans lequel les mots importants sont bien entendu : « un seul pays », et la prétendue « bolchevisation » des PC.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la « classe ouvrière » ne détermine plus sa politique, soit directement par ses organisations (soviets, syndicats, parti, tous mis au pas, le parti en dernier). Pas de démocratie = pas de pouvoir prolétarien. Donc, pas d'« Etat ouvrier ».

S'il n'y a pas de démocratie, dans ses deux dimensions inséparables, celle, « soviétique » ou « conseilliste », de l'auto-organisation populaire directe, et celle, « représentative », législative et constituante, des élus mandatés et responsables, alors la bureaucratie d'Etat reconstitue les relations de dissociation et de séparation qui sont celles du capital.

Ajoutons que la démocratie requiert le droit (sur ce point, Ferdinand Lassalle n'avait pas tort).

Un pouvoir d'Etat n'existe pas dans un vide : s'il n'est plus déterminé par une classe, il l'est par une autre. Mais ceci joue au niveau mondial : c'est le capital, dans ses besoins mondiaux fondamentaux, qui va déterminer la politique de cet Etat.

Qu'est-ce qui le prouve ? Hé bien, justement, la « construction du socialisme » telle qu'elle est engagée, sous la forme d'une « révolution par en haut », à partir de 1928-1929. L'inversion idéologique est ici complète et concentre le drame du XX^e siècle : le « modèle » du socialisme n'avait rien de socialiste.

Ce qui est engagé par la collectivisation forcée et les plans quinquennaux, c'est une accumulation de capital de rattrapage en rythme accéléré. Ce capital est un capital fixe et matériel, des infrastructures, des bâtiments, des usines, des armes.

Le point de départ est l'expropriation de la paysannerie. Comme Marx le note dans ses manuscrits de 1863, l'étatisation totale du sol convient parfaitement au capital. Comme les historiens Moshe Lewin

et David Petrovitch Danilov l'ont bien montré, les formes collectivistes réellement existantes, qu'elles aient été communautaires-patriarcales et anciennes, ou révolutionnaires et récentes, ont été détruites par la prétendue « collectivisation ». Celle-ci a généralisé le salariat sous la menace et dans une tension permanente en direction du travail forcé, réalisé au Goulag.

Le salariat, c'est la production de plus-value : celle-ci alimente l'accumulation du capital, nourrit les priviléges de la bureaucratie qui gère et parasite l'accumulation, et se réalise sur le marché. Loin d'être sous contrôle, le marché soviétique est une juxtaposition de marchés d'Etat, marchés noirs, marchés interlopes, etc. La planification est une légende : elle court après le processus d'accumulation spontané, sauvage, lancé par l'expropriation massive de la paysannerie et de la population, en une série de « stops and go ».

Donc, une société capitaliste *sui generis*, réalisant une accumulation capitaliste après l'expropriation des classes capitaliste et foncière. La bureaucratie dans ces conditions n'a pas été le verrou bloquant la « restauration capitaliste », mais c'est elle-même qui aspire et parviendra à se transformer en une classe capitaliste plus classique, chacun des principaux bureaucrates devenant un centre autonome d'accumulation, processus que la seconde guerre mondiale et la reconstruction ont ralenti, déjà bien avancé par la suite sous Brejnev et qui sera officialisé et libéré sous Gorbatchev.

C'est un capitalisme *sui generis* car il reproduit les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme, sur la base de la reproduction du rapport étatique distinguant Etat et société civile, dont la clef est l'anéantissement des formes démocratiques, aussi bien du type « 1789 » (assemblée nationale souveraine) que du type « 1917 » (soviet). Faisant suite à une vraie révolution et réagissant contre elle, c'est un capitalisme sans classe capitaliste, du moins initialement. La bureaucratie reproduit les rapports capitalistes : je parlerai donc, s'il faut une formule, d'*Etat bureaucratique faisant fonction du capital*.

Cette formule se distingue bien entendu de la formule trotskyste standard d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré (mais elle n'exclut en rien la position de défense de cet Etat dans certains cas, notamment en 1941 !). Elle se distingue aussi de celle du « collectivisme bureaucratique » - ce n'est pas un nouveau mode de production oppressif. Ainsi que de celle de « capitalisme d'Etat » car, je le répète et on pourra y revenir dans la discussion, la planification est une légende et les centres autonomes et semi-autonomes d'accumulation en concurrence, les marchés, sont présents dès le début.

Le passage de ce capitalisme *sui generis* au capitalisme « normal », à savoir : qui repose ouvertement sur la concurrence des multiples capitaux, donc avec une classe de propriétaires de capitaux frères dans le taux général de profit et faux frères dans la concurrence, et dans lequel l'allocation du capital est assurée par le crédit et les marchés financiers et pas par un centre étatique, et qui se raccorde au marché mondial des capitaux, n'a certes pas été une affaire automatique ni simple, loin de là – et les sanctions impulsées par Washington contre la Russie depuis le 24 février dernier tendent en partie à le mettre en cause.

Mais il est important de ne pas le confondre avec une « restauration du capitalisme » qui aurait mis fin au « socialisme » même très déformé. De plus, ce qui a compliqué cette transition en URSS, c'est l'intervention autonome des masses - la classe ouvrière notamment lors de la grève des mineurs en 1989, et les nationalités – qui, en fait, ne l'a pas facilitée ni accélérée. En Chine, j'y reviendrai, le passage au capitalisme concurrentiel « normal » s'est fait sous contrôle du parti, et plus facilement car l'intervention autonome des masses a été mieux réprimée.

La défaite du prolétariat, c'était le stalinisme. Elle conditionne la suite. Les révoltes et mouvements démocratiques et nationaux des années 1987-1991 n'ont pas causé la « restauration du capitalisme ».

Ils doivent au contraire être recueillis dans notre mémoire, avec les conseils ouvriers hongrois, le printemps de Prague, Solidarnosc, et aussi la chute du mur de Berlin. Le moment révolutionnaire de 1989 à Leipzig, Prague, Timisoara, Bucarest ... avait d'ailleurs des traits (rassemblements et forums démocratiques sur les places publiques) annonçant la vague de soulèvement inaugurée en 2011, le Maidan, et les soulèvements de fin 2019 et d'aujourd'hui. S'enlever de notre mémoire révolutionnaire le mythe de l'Etat « construisant le socialisme », et y faire toute sa place aux révolutions démocratiques antistalinianennes, sont choses liées et nécessaires.

Le régime de Poutine, avant même le 24 février 2022 mais déjà auparavant, présentait des traits de continuité de plus en plus visibles par rapport au stalino-brejnévisme. Tout capitalisme important présente des tendances impérialistes, et la tendance à l'exportation des capitaux apparaît, plus ou moins déguisée, dès la période Khrouchtchev puis Brejnev : exportations d'armes, début d'insertion dans les circuits financiers, investissements dans des régimes alliés de l'Egypte à l'Inde, puis diffusion des mafias russes jusque dans l'immobilier de la côte Est des Etats-Unis, où un Trump passe sous leur dépendance financière dès 1987. En outre, la domination des exportations de matières premières énergétiques remonte aux années 1960 et constitue un choix brejnévien stratégique, dont est issu, sans grande rupture, le principal trust capitaliste du poutinisme qu'est Gazprom. L'idéologie national-étatiste du poutinisme ressemble quant à elle fortement à ce vers quoi évoluait l'idéologie d'Etat des dernières années de la vie de Staline.

Autrement dit, plus le temps a passé après les ruptures de la fin de l'URSS, plus les éléments de continuité furent saisissants et tangibles. La colonne vertébrale de l'Etat à travers Poutine est le FSB (l'ancien KGB), et la classe dominante, les oligarques auxquels il s'est imposé comme étant leur « Bonaparte », est issue de la bureaucratie stalino-brejnévienne et de la pègre de la même période, qui présente elle-même, par-delà le premier plan quinquennal, des éléments de filiation avec les *nepmen* des années 1920 (mais pas avec les malheureux koulaks, c'est-à-dire potentiellement toute la paysannerie, expropriée et asservie).

Le modèle stalinien d'accumulation capitaliste.

Les années 1929-1933, qui se concluent sur le Holodomor et l'avènement de Hitler en Allemagne, ont donc été les années de formation du modèle social stalinien passant pour la « construction du socialisme ». A l'échelle du monde et du XX^e siècle, ce « modèle » a été reproduit ou copié dans ses traits fondamentaux, dans une série de pays dans lesquels se sont combinés un effondrement social et étatique lié le plus souvent à des guerres, et la prise de pouvoir par des partis staliniens. Précisons : il a été reproduit dans des situations d'effondrements locaux du capitalisme sans en avoir été la cause, laquelle provenait de la seconde guerre mondiale, de guerres nationales de libération, et de poussées révolutionnaires, que cette reproduction du « modèle » stalinien a contenues et réprimées.

Il a donc eu une force expansive indéniable, passant pour l'extension du « camp du socialisme » versus « le monde capitaliste » ou « l'impérialisme ». Il n'a donc pas été seulement une particularité historique « russe ».

Je précise ceci aussi pour discuter de la théorisation de Zbigniew Kowalevski sur l'impérialisme russe, que nous avons par exemple dans son article repris dans les brochures de Syllépse de solidarité avec l'Ukraine. Reprenant une formule des articles de 1914-1915 de Lénine sur le tsarisme comme « *impérialisme militaro-féodal* », il identifie une tendance à l'impérialisme de type territorial-prédateur, sur la longue durée, en Russie, que la révolution de 1917 a ébranlé mais qui s'est rapidement remis en place, ce qui lui permet de parler d'impérialisme pour l'URSS stalinienne, mais pas de capitalisme pour autant.

Ces traits de continuité historique, par lesquels Poutine se rattache à Staline mais aussi, comme il l'affirme d'ailleurs, à Pierre le Grand voire à Yvan le Terrible, sont indéniables. Ils aident aussi à comprendre l'existence de relations de type colonial et impérialiste à l'intérieur de l'URSS, bien entendu, ainsi que dans sa périphérie la plus proche constituée par la Mongolie extérieure, le Touva (formellement indépendant jusqu'en 1944 puis annexé directement à la Russie, même pas à l'URSS), avec des visées sur la Mandchourie et le Xinjiang auxquelles Mao a mis fin, et ont aussi le plus grand intérêt pour comprendre les interventions soviétiques en Iran en 1941-1946, et bien sûr en Afghanistan.

Mais ils ne doivent pas empêcher de saisir le rôle contre-révolutionnaire global et mondial du stalinisme et de ses variantes au XX^e siècle, qui a préservé et aidé à la relance du capitalisme comme mode de production et système diplomatique mondial après 1945, tout en transférant ou répliquant à d'autres pays, parfois tout à fait étrangers à l'ancienne sphère de domination « militaro-féodale » tsariste, le schéma d'accumulation *capitaliste* expérimenté pour la première fois, avec succès, dans l'URSS stalinienne des années 1930.

Cette réPLICATION s'est produite dans les annexions soviétiques de 1939-1940 reprises en 1945, puis dans le glacis vassalisé d'Europe centrale, l'armée dite rouge empêchant l'intervention autonome des masses dans toute cette zone d'effondrement à l'issue de la seconde guerre mondiale (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie). Elle s'est même étendue à ce qui restait de l'Allemagne orientale (la RDA), ce qui a, par un apparent paradoxe, étayé le capitalisme « rhénan » dans l'Allemagne occidentale. En Yougoslavie et en Albanie, le pouvoir a été saisi par des armées de partisans dirigées par les PC locaux, ce qui explique les ruptures ultérieures, mais en y produisant le même type de formation sociale. Celui-ci est plaqué par les collectivisations-étatisations de 1948 faisant suite à l'interdiction d'accepter le plan Marshall et ses crédits, donc l'ouverture sur le marché mondial des capitaux (y compris en Yougoslavie, la collectivisation qui forme la société intervient juste *avant* la rupture avec Moscou). Cette « fermeture », coupant l'Europe (et l'Allemagne, et Berlin) en deux, étayait en fait la reprise de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale dans la période « fordiste » des « trente Glorieuses » qui s'ensuivit.

Alors que l'accumulation du capital forcenée « à la stalinienne » bouleversait des sociétés essentiellement agraires en produisant un développement extensif de ce que nous appelons les « forces productives », la satellisation de l'Europe centrale et l'annexion des pays baltes allaient beaucoup plus directement et fortement à l'encontre des besoins de celles-ci car elle coupait ces économies et ces sociétés de la source de leurs capitaux, de leurs marchandises et de leur développement qu'avait auparavant été la partie occidentale du continent. C'est pourquoi la prétendue « restauration du capitalisme », en fait le rattachement de ces pays à l'ensemble européen qui se produit finalement fin 1989, ne constituait pas une régression pour eux, tout au contraire. La question pour les révolutionnaires prolétariens n'aurait pas dû être de s'y opposer au nom d'un « socialisme » imaginaire en voie de « construction » malgré les « déformations » à l'Est, mais de la préconiser sous une forme non pas capitaliste, mais émancipée.

La réplique de loin la plus importante à l'échelle mondiale et historique, c'est bien entendu la Chine. J'écourt ces notes en renvoyant les camarades qui le souhaitent à mon article de l'été 2021 sur la genèse de l'appareil stalino-maoïste, qui occupe le pouvoir lorsque l'Etat compradore de Jiang Jieshi achève de se disloquer, pour en venir directement au point clef : en simplifiant, nous pouvons dire que l'équivalent ici de la collectivisation stalinienne fut le « Grand bond en avant » à la fin des années 1950, soi-disant bond en avant « dans le communisme », en réalité mise au pas et très grande famine fondatrice. Fondatrice de quoi ?

Ma thèse est que la classe capitaliste chinoise, comme système d'entrepreneurs en concurrence, réunis dans le Parti Communiste Chinois, est formée des enfants des petits chefs installés à tous les niveaux, jusqu'aux plus rapprochés, lors du « Grand bond ». La collectivisation proprement dite ne lui a pas survécu, mais l'Etat, l'ilotage rapproché de la population, a été le vecteur direct, sur la base de l'accumulation du capital fixe initial, de la poursuite de l'accumulation par production de plus-value relative et non plus seulement absolue. Sous le contrôle du PCC dirigé par Deng Xiaoping, ce développement s'est poursuivi en fusionnant avec le capital marchand de la diaspora et en attirant des investissements étrangers, puis donnant naissance à un capitalisme impérialiste qui travaille à l'exportation mondiale de ses capitaux sous le contrôle du PCC de Xi Jinping. Deng puis Xi n'ont donc pas eu tort d'assumer la continuité sociale et idéologique de leur Etat par rapport à Mao. Etat qui est, aujourd'hui, la seconde puissance impérialiste mondiale.

En Indochine, le Nord du Vietnam voit se former, sous les coups français et suite à l'échec de la révolution prolétarienne à Saigon, produit par le stalinisme, un réduit militaire dirigé par le parti stalinien, territorialement adossé à la Chine à partir de 1946-1950, qui porte le combat pour l'indépendance et l'unité nationale du pays. Sa victoire finale en 1975 produit l'effondrement de toute domination impérialiste étrangère non seulement dans tout le Vietnam, mais au Cambodge et au Laos. Bien qu'il y ait eu des précédents au Nord-Vietnam dans les années 1950, l'essentiel du formatage social par la « collectivisation » intervient à ce moment-là : il a donc lieu *après* la victoire contre Washington et l'unification vietnamienne, actes fondamentalement « progressistes », mais il en coupe l'élan, car c'est une mise au pas, qui produit – entre autres - massacre et exode des Chinois du Vietnam, les Hoas, très largement des prolétaires. Et 15 ans plus tard le Vietnam est sur une « voie capitaliste » à la chinoise.

Au Cambodge, le génocide du peuple khmer par les « Khmers rouges », qui voulaient en faire un « peuple nouveau », est la version la pire des « collectivisations » et autres « grands bonds » : elle aboutit à un effondrement, suivi directement du retour au marché capitaliste, dès 1978 sous occupation vietnamienne.

Au Laos, la bourgeoisie est proclamée « détruite » en 1979, moyennant quoi le commerce libre revient, avec la domination néocoloniale thaïlandaise et vietnamienne, la « collectivisation » ayant détruit les formes collectives précapitalistes.

L'intérêt du cas indochinois est donc de nous présenter, dans un délai temporel beaucoup plus court que l'URSS et la Chine, un enchaînement allant de la « collectivisation » au « capitalisme », celui-ci découlant de celle-là.

Apparemment, la Corée du Nord est, elle, figée. Fausse impression. A l'origine de cet Etat, nous avons la guerre de Corée, plus encore que l'occupation soviétique de la partie Nord de la péninsule en 1945 (la situation était loin d'être stabilisée quand commence la guerre de Corée). L'appareil au pouvoir s'est rendu autonome de Moscou et de Beijing en jouant entre les deux, et les destructions américaines ont, de fait, réalisé l'écrasement de la paysannerie. Le régime qui, au monde, prétend être l'œuvre d'un seul homme et de sa famille, est donc le résultat d'un concours de circonstances « exceptionnelles » dans lesquels Kim est un résultat, pas une cause. Une caste bureaucratique exploite outrancièrement la société depuis, et a produit par cette exploitation des armes atomiques, alors que le rationnement sévit. Cette caste est insérée dans les échanges capitalistes internationaux, du côté de la Chine et de la Russie et vers toute l'Asie-Pacifique via la mafia de Macao.

Dernier Etat à avoir été construit sur un formatage de type stalinien, réalisant une économie étatisée censée « construire le socialisme », Cuba est un cas distinct de tous les précédents, car c'est une révolution authentique, prise en main par un mouvement de guérilla à l'origine non stalinien, qui se

situe au point de départ. La révolution cubaine et l'expropriation des biens impérialistes et compradores, en 1959, précède l'alignement des institutions et de la société sur la forme « soviétique » qui fait entrer Cuba dans le moule de la guerre froide, en première ligne : révolution cubaine d'une part, régime castriste en tant que formatage stalinien d'autre part (avec pas mal de contradictions), sont deux choses différentes.

La légitimité nationale du régime lui a permis de tenir jusqu'à aujourd'hui, mais il s'agit bien d'une formation sociale analogue aux précédentes, et très avancée sur la voie du passage à la dynamique concurrentielle des capitaux, en prise, au plan mondial, sur les puissances européennes, les Etats-Unis ayant maintenu leur blocus.

Au-delà des Etats précédents, la question a pu se poser d'un alignement du Nicaragua, de l'Ethiopie, ou de l'Erythrée, sur le « modèle », mais cela ne s'est pas produit. En fait, ledit « modèle » a eu une influence sur nombre de régimes bourgeois nationalistes entendant à un moment donné réussir une accumulation capitaliste autozentrée. Si certains courants devenus plus ou moins folkloriques (les posadistes !) ont pu voir des « Etats ouvriers » un peu partout, la conception selon laquelle le monde fut truffé de régimes « anti-impérialistes » plus ou moins « socialistes » ou « en marche vers le socialisme » a été largement répandue, et certains de ces régimes furent des dictatures fascisantes de la pire espèce, telle la Syrie. Mais l'influence globale du dit « modèle » ne doit pas être confondue avec sa diffusion réelle, qui s'est limitée aux Etats que je viens d'énumérer ci-dessus – et cela en fait déjà pas mal !

Le monde entier, au XX^e siècle, a été marqué par un fantastique mirage : pas seulement celui de la « patrie du socialisme » et de ses concurrentes dans le même registre, mais plus généralement celui de l'émancipation par en haut, par une construction étatique « scientifique » de la société de demain qui allait succéder au capitalisme, en faisant mieux que lui en matière de « développement des forces productives » et de « forces matérielles et techniques » : plus de béton, plus d'acier, plus de bombes, et des généraux galonnés. Le socialisme par en haut a été souvent rêvé mais n'a jamais existé : il a toujours – toujours – été la voie la plus expéditive pour aller du capitalisme au capitalisme. La plus expéditive, mais pas toujours la plus courte : longs et chèrement payés furent les détours.

Un mot sur Octobre.

La révolution d'Octobre 17 n'est pas la cause de ce qui a suivi et dont je viens de traiter, c'est au contraire son isolement par la guerre et les social-démocraties ralliées aux bourgeoisies européennes qui ont permis ce processus contre-révolutionnaire. Ce distingo entre la bonne vieille thèse, « Octobre », et son antithèse stalinienne – mais sans qu'aucune synthèse ne soit souhaitable, la contradiction est antagonique !- se retrouve entre tous les processus révolutionnaires que le formatage stalinien a liquidés et celui-ci, ou par exemple entre la révolution cubaine rompt avec l'impérialisme en 1959 et le régime castriste s'alignant sur Moscou non en même temps mais après – juste après, certes, mais après.

En ce sens, la légitimité d'Octobre et les leçons bien comprises d'Octobre font partie de l'héritage sur lequel nous appuyer. Mais par « leçons bien comprises d'Octobre », on ne doit plus entendre l'idée selon laquelle « le parti » doit prendre la tête d'une insurrection armée, ce qui était un raccourci simpliste et en partie mythique ... dès octobre 1917. La leçon bien comprise principale d'Octobre rejoint celle de la Commune : on ne peut pas couper à un affrontement visant à la destruction de l'appareil militaro-policier-bureaucratique de l'Etat capitaliste, ce qui ne nous dit pas par avance quelles sont les formes précises de cet affrontement.

Cette leçon principale porte donc sur la *question du pouvoir*, mais du coup, elle fait un avec la question de la démocratie dans toute son ampleur : l'appareil d'Etat doit être remplacé par des formes

démocratiques tant nationales (assemblée constituante) que « conseillistes », « autogestionnaires » ou « soviétiques », les deux ne s'opposant fondamentalement pas (on pourrait revenir sur la manière dont cette opposition est apparue en relation avec les premières limites et contradictions graves des suites d'octobre 17, justement).

Au-delà de cette leçon principale, la mythification et la prétention à l'imitation d'Octobre et de la république soviétique russe des débuts ont plus de dangers que d'intérêt pour alimenter les mouvements émancipateurs et révolutionnaires d'aujourd'hui.

Remarque sur les trotskystes et quelques autres.

Ce danger apparaît clairement dans la persistance, la reproduction et la réapparition morbide des positions « campistes », s'exprimant aujourd'hui dans le déni du fait national et révolutionnaire ukrainien et le refus du droit des ukrainiens à s'armer, dans lequel la peur de l'OTAN, souvent mise en avant, est rarement le véritable motif de fond, lequel consiste dans la défense d'un objet mythologique dénommé « la Russie », assimilée à « Octobre » alors que tout ce qui a fait octobre 17 et en provenait a été de longue date persécuté et anéanti, en Russie avant tout, en Russie précisément.

Or, il est très frappant de constater que le fait d'avoir eu, à l'époque de la guerre froide, des positions censées ne pas accorder de « signe plus » au « camp soviétique » au plan politique et social, n'immunise absolument pas les courants héritiers de cette époque, contre le fait de verser dans le pire des campismes aujourd'hui.

Dans l'arc-en-ciel trotskyste ou issu du trotskysme, plusieurs des héritiers des dénonciateurs du « capitalisme d'Etat » soviétique donnent en fait un tel « signe plus » à cet étatisme, et nous avons les descendants du « cliffisme » parmi les pires campistes du monde anglo-saxon. En France, les anciens critiques de positions de Pablo et de Mandel, héritiers du lambertisme (à quelques exceptions près !) et LO, sont dans le même cas.

Par contre, à l'échelle européenne et mondiale, la IV^e Internationale issue du Secrétariat unifié, par ses structures internationales, joue un rôle irremplaçable en ayant formé la principale, sans doute la seule, force internationaliste brisant tout à la fois le concert diplomatique impérialiste et le campisme dans le mouvement ouvrier, avec le réseau européen (RESU) et le fait que le Sotsialnyi Rukh ukrainien, le Mouvement socialiste russe, et Razem en Pologne, en sont des composantes, cela malgré des pesanteurs « campistes » parfois en son sein, et avec le soutien des quelques rares groupes issus du « lambertisme » et de sa culture au sens large à être sortis du dogmatisme et à combattre le campisme (Aplutsoc s'inscrit en partie dans cet héritage, bien sûr, avec le Club Bastille, l'Insurgé ...).

Par ailleurs, si le PTS argentin, les deux PO, ou le POR bolivien sont peu ou prou (souvent prou ...) « campistes », les courants issus du morénisme sont internationalistes, et, plus inattendu au regard du passé, le SWP des Etats-Unis ...

Il n'y a donc aucune fatalité ni dans un sens ni dans l'autre. Nous pourrions remarquer aussi que le fait de se vouloir anarchiste ne préserve en rien du campisme et du mythe de l'Etat, ce que l'on avait pu déjà constater à propos du Rojava ...

Le mythe de l'Etat : « mythe » au sens de Cassirer ou de Benjamin, en complémentarité avec le félichisme de la marchandise. Voilà bien le fond de sauce de tout « campisme », plus profond que telle ou telle position géopolitique à un moment donné du XX^e siècle. A la perception de la révolution prolétarienne comme un projet appelé à se construire dans le temps, un projet émancipateur consistant dans l'essor de la conscience, de la lutte, et de l'organisation, de celles et de ceux d'en bas, visant un avenir différent avec une société et une production différentes, le XX^e siècle a très largement

substitué la perception d'une « construction du socialisme » réellement engagée et s'effectuant dans l'espace, par extensions territoriales successives, et ne générant pas de forme de production différente de celle du capitalisme, faisant simplement (théoriquement !) en plus grande quantité et plus vite la même chose. Dans cette représentation et ses variantes, l'Etat devenait le vecteur de la transformation.

En réalité, dans les perspectives de la révolution prolétarienne telles qu'elles s'étaient dessinées entre 1789 et 1917, et qui ont donc fait 1917, l'Etat en tant que tel se combat et la nature politique de la lutte signifie des conquêtes sociales, d'une part (comme la limitation du temps de travail associée à la culture et à l'organisation des masses), et la prise révolutionnaire du pouvoir détruisant la machine existante de l'Etat, d'autre part. Le moment politique est celui de la sortie du capitalisme par la prise en main consciente de son sort, de sa production, par la majorité.

C'est pourquoi, quand nous disons qu'il faut en toute période chercher à « poser la question du pouvoir » en cherchant à dégager une perspective visant le renversement du pouvoir central, nous nous situons dans une toute autre perspective que celle du « campisme » du XX^e siècle qui, lui, avait une terre promise (ou plusieurs) et ne se plaçait plus dans l'optique d'en bas, de l'émancipation des travailleurs et de tous les opprimés, et toutes les opprimées, qui ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs, des opprimées et opprimés, eux-mêmes.

Le capitalisme, système impérialiste mondial d'Etats.

Enfonçons pour finir quelques portes ouvertes, qui en réalité n'en sont pas.

Le mode de production capitaliste n'a jamais été un marché libre mondial ; le marché mondial existe mais comme un phénomène de surface produit par l'accumulation différenciée du capital dans différents ensembles, appuyée sur différents Etats, faisant système par et dans leurs affrontements. Et l'impérialisme n'a jamais consisté en une domination unique d'une seule puissance mais en un système conflictuel, dynamique et hiérarchisé.

D'une manière statique, les dogmatiques interprètent l'idée selon laquelle le monde entier est dominé comme impliquant l'impossibilité que de nouveaux impérialismes surviennent par rapport, en gros, à la liste arrêtée au début du XX^e siècle, ni que leur nombre croisse. Et de se recommander de Lénine ... dont l'expression exacte à ce sujet, à la fin de son petit traité de 1916, est « lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe ». Nous y sommes, et depuis d'ailleurs un certain temps !

Saisir l'impérialisme comme système mondial va de pair avec le fait de comprendre que les deux principaux régimes staliniens du XX^e siècle ont généré deux puissances impérialistes du XXI^e. En récusant cette réalité élémentaire, le « campisme » ne fait pas qu'un déni de réalité : il adhère au discours de ces puissances impérialistes, ainsi d'ailleurs qu'à ceux de secteurs des classes dominantes dans les « vieux » impérialismes « occidentaux », favorables à un nouveau partage du monde, appelé de trompeuse manière un « monde multipolaire ». Autrement dit il consiste dans l'adhésion à un projet impérialiste, à la réaction, à la barbarie. S'il ne s'agissait que de nostalgie mal placée ... mais c'est bien plus grave ...

VP, le 15/06/22.

